

Document

Pour la Banque Mondiale la crise n'épargne aucun pays mais fragilise les plus pauvres (01.04)

AFP – 31.03.09

La Banque mondiale est très inquiète des conséquences de la crise pour les pays en développement: si celle-ci n'épargne pratiquement aucun pays, elle fragilise de manière inquiétante les plus pauvres qui risquent de voir réduites à néant "des années de progrès".

Dans ses Perspectives économiques mondiales publiées mardi, la BM prédit que la croissance économique des pays en développement devrait ralentir fortement en 2009, à 2,1%, contre 5,8% en 2008.

Pire, "si l'on enlève la Chine et l'Inde, la croissance est nulle" pour ces pays, a déclaré à la presse Justin Lin, économiste en chef et premier vice-président de la BM.

Selon lui, les pays en développement hors Inde et Chine connaîtraient ainsi "un recul de leur revenu réel de 1,5% cette année", compte tenu de leur accroissement démographique.

Pour la Banque mondiale, le monde en développement risque de payer un lourd tribut à la crise née dans les pays du Nord.

En apparence, ce sont ces derniers qui devraient en pâtir le plus puisque la Banque mondiale prévoit un recul du PIB de 2,9% dans les pays riches qui provoquerait la première récession mondiale depuis l'Après-Guerre avec une contraction du produit intérieur brut planétaire de 1,7% en 2009.

Mais "dans tous les pays en développement, nous constatons les effets de la récession sur les plus pauvres, qui sont encore plus exposés qu'auparavant à des chocs soudains et qui voient leur marge de manoeuvre réduite et leurs espoirs frustrés", observe M. Lin.

Pour lui, "il s'agit tout simplement d'une crise de développement, qui pourrait réduire à néant des années de progrès".

Pour 2009, la Banque prédit une chute historique du volume du commerce mondial de biens et services, de 6,1% par rapport à 2008, qui entraînera une forte diminution des recettes des pays pauvres.

A cela s'ajoute le fait que "les pays en développement sont directement touchés [...] par un renversement de tendance des flux de capitaux vers" eux, fait remarquer Hans Timmer, responsable de l'équipe chargée de l'analyse des tendances économiques mondiales au sein de la BM.

La crise, dit-il, a fait chuter les investissements du secteur privé dans les pays en développement, alors que ceux-ci avaient bondi pendant la phase d'expansion du début des années 2002 à 2007.

"Un des risques clef [...] est la possibilité de crises de la balance des paiements dans une série de pays" où "les besoins de financement ne seront pas assurés par des flux de capitaux privés", ajoute-t-il.

Pour la banque, "les besoins de financement non couverts seraient de l'ordre de 270 à 700 milliards de dollars" et ces déficits menaceraient plus particulièrement les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale, ainsi que l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne.

Or redoute M. Timmer, si les besoins de financements ne sont pas satisfaits, cela obligera les gouvernements des pays concernés à des "ajustements" risquant de ralentir encore leur économie, et on

peut s'attendre dans ce cas à un recul de l'activité "bien plus [important] que ce que l'on a vu pendant la crise en Asie du Sud-Est" à la fin des années 1990.

Pour la Banque mondiale, nombre de pays en développement ne s'en sortiront pas seuls, d'où la nécessité de les soutenir.

A l'approche du G20 de Londres, l'institution en profite pour promouvoir l'idée d'un fonds pour les plus vulnérables lancée en février par son président Robert Zoellick, qui demande aux pays développés de consacrer 0,7% du montant de leurs plans de relance pour soutenir les plus démunis.